

nos alliés si nous adoptions cette méthode. Nous aurions besoin des hommes ici et, en tout cas, c'est le Parlement qui en décidera.

Je constate avec regret que mon temps de parole est expiré.

Des VOIX: Continuez.

Le très hon. M. LAPOINTE: La dernière partie de mon discours aura trait à l'intérêt bien entendu du Canada à l'heure actuelle. Il importe d'envisager courageusement les réalités. Ce n'est pas en refusant de faire face au danger, à la manière de l'autruche, qu'on l'éloignera. Une politique de laisser-faire, suivie de propos délibéré, peut comporter de plus grands risques. L'histoire tragique de plusieurs malheureux pays porte l'empreinte indéniable de la folie où ils ont succombé, de prendre les illusions pour la réalité. Le Canada fait partie du monde actuel. Or, notre planète, par malheur, ne peut être considérée de nos jours comme un paradis terrestre, habitée seulement par des êtres charitables et raisonnables, animés de l'esprit d'altruisme. Le Canada n'est pas une oasis regorgeant des richesses de la nature, utilisées seulement à l'avantage de notre population, et à l'abri de la convoitise des puissances rapaces. Tous, nous avons présente à la mémoire l'envolée d'Angleterre en Australie, soit une distance de 7,000 milles, qu'ont réalisée trois avions de bombardement anglais. Il est hors de doute que, de nos jours, le Canada se trouve parfaitement dans la sphère d'action possible d'une puissance militaire de premier rang, au cas où une telle puissance jugerait utile d'intervenir militairement chez nous. En cette trouble période de l'histoire, les Canadiens ne peuvent se borner au rôle de spectateurs; ils ont un intérêt vital dans le dénouement des tragédies qui se jouent sous leurs yeux. Les effusions de sang et les malheurs dont l'histoire a gardé le souvenir constituaient souvent le résultat immédiat d'une pensée honnête, idéaliste, mais peu pratique et irréaliste. Rien au monde ne nous autorise à croire que des vœux platoniques, que rien de plus substantiel ne viendrait appuyer, nous vaudraient une protection plus efficace que dans le cas de l'Abyssinie ou de la Chine; et il faut se rappeler que même l'excellente armée tchèque s'avéra insuffisante, faute d'appui. Ainsi, je dis donc, et je veux que mes collègues m'écoutent et me comprennent: Le cas jugé possible par nos experts n'aurait-il qu'une seule chance sur mille de se produire, je serais traître à mon pays et à mes concitoyens si je n'aidais pas à les protéger contre cette éventualité.

Je souhaiterais que l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Woodsworth) fût ici; je lui passerais la revue *La Paix par le*

*Droit*, le grand organe pacifiste, dans lequel M. Marcel Bloch, de l'Institut de Paris, l'un des plus ardents pacifistes de l'univers, expose ses raisons de croire que les pays qui ne veulent pas la guerre doivent nécessairement évaluer en puissance ceux qui la désirent, si l'on veut résoudre la difficulté actuelle. Nous ne pouvons nous leurrer d'un faux sentiment de sécurité simplement en prononçant de beaux discours, en exprimant des sentiments élevés sur la beauté de ne rien dépenser pour les armements, tout en nous prononçant catégoriquement en faveur de la paix. Personne, en ce pays, n'a travaillé pour la paix plus que je ne l'ai fait toute ma vie. Me serait-il permis de citer un passage du message du président Roosevelt au Congrès, lors de la rentrée de janvier:

Car si un gouvernement quelconque, armé jusqu'aux dents, veut s'imposer par la force, la sécurité réside exclusivement dans les armements de défense.

Et il ajoutait:

Depuis 1931, des événements d'une portée foudroyante se sont produits dans l'univers avec la rapidité de l'éclair. Durant ces huit années, une importante partie de notre population s'est cramponnée à l'espoir que la dignité naturelle chez l'homme protégerait ceux qui n'étaient pas prêts et qui témoignaient leur foi innée en l'homme. Les événements nous ont laissés plus sages, mais plus tristes.

Dans la présente situation internationale, il ne s'agit pas de choisir entre ce qui est bon et ce qui est mauvais, mais plutôt entre ce que nous jugeons mauvais, et ce qui serait infiniment pire, si nous agissions autrement. Au Canada, la question se résume véritablement à la sécurité, même à la sécurité universelle, parce que nous ne saurions espérer constituer une oasis entourée de désordres et de catastrophes auxquels seuls nous pourrions échapper. Qui pourrait prédire le sort qu'une puissance totalitaire victorieuse réserverait au Canada? Nous augmentons nos armements, tout comme les Etats-Unis augmentent les leurs, non pas pour livrer la guerre, mais plutôt pour empêcher des agresseurs de nous la livrer. Nous avons secondé les efforts de la Société des Nations. Devant l'impuissance apparente de la Société, nous sommes convaincus, de concert avec d'autres pays démocratiques et paisibles, que le moyen le plus satisfaisant d'échapper à la guerre, c'est de faire notre part pour rendre toute guerre générale impossible.

Si le Canada était neutre, si le Canada était indépendant, il lui faudrait la sécurité; il lui faudrait de plus puissants moyens de défense, et c'est ce que certains paraissent oublier. Il faudrait au Canada des alliances, plus particulièrement celles de l'Angleterre et des Etats-Unis. Cependant, si le Canada doit compter